

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 23 février 2023

La filière bio en crise :

il est urgent de soutenir les producteurs et la filière !

Ces dernières années, le bio a connu un véritable essor, porté en partie par une politique de développement fortement initiée par les pouvoirs publics français et européen. Pourtant aujourd'hui sa consommation est en forte baisse d'environ 9 % en valeur. C'est la première fois que le marché bio recule autant en 20 ans !

Nos organisations et les autres acteurs de la filière biologique ont rencontré hier le Cabinet du ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire afin de rappeler le contexte particulièrement difficile dans lequel se trouvent l'ensemble des productions biologiques : baisse de la consommation, augmentation des coûts de production, pertes économiques et difficultés de trésorerie dans les exploitations, déclassements de la production biologique, cessations d'activité...

Pour nos organisations, la priorité réside dans la mise en place d'une aide conjoncturelle qui viendrait soutenir les producteurs. Cette mesure est indispensable pour passer la crise. La réponse du ministère à ce stade des discussions n'est pas satisfaisante.

D'autres pays européens traversent une crise du marché bio, comme l'Allemagne mais qui a pu compter sur un soutien de son Gouvernement : plan d'action interministériel, qui comprend un volet sur la recherche (35 millions € par an), un soutien aux cantines scolaires, la mise en place d'une campagne de communication grand public par le gouvernement, etc. Au contraire, en France, si nous saluons les actions menées sur la communication, nous souffrons d'une loi EGalim qui a assigné des objectifs de qualité et de bio à la restauration collective sans lui confier de moyens financiers supplémentaires mais aussi d'une mobilisation insuffisante sur l'enjeu – pourtant fondamental – de la recherche.

Pour nos organisations, les 60 000 fermes engagées en bio méritent aujourd'hui un accompagnement à la hauteur au regard de la crise traversée. Nous sommes également convaincus que l'objectif de développement de la bio à 18 % de la SAU en 2027 doit être revu à la lumière de la situation économique actuelle ! Permettre de continuer la dynamique de développement de la bio est une nécessité, mais celle-ci doit se faire en cohérence avec le marché, nous portons une position responsable qui ne doit pas pousser les agriculteurs à la déconversion, mais qui doit inciter les nouvelles conversions à être connectées à un débouché. L'enveloppe de l'aide à la conversion qui risque donc de ne pas être intégralement consommée doit être un levier pour aider tous les producteurs biologiques.

L'enjeu de la souveraineté alimentaire doit être partagé également pour l'agriculture biologique : les injonctions politiques sur le développement de la bio doivent aujourd'hui être suivies d'un accompagnement des agriculteurs engagés en bio : nous attendons à ce titre que le ministère de la transition écologique prenne aussi ses responsabilités !

Contacts presse :

FNSEA : Sabri Derradji – 06 21 16 80 84 – sabri.derradji@reseaufnsea.fr

Jeunes-Agriculteurs : Thomas Debrix – 06 68 66 15 83 – tdebrix@jeunesagriculteurs.fr

La Coopération Agricole : Denis Le Chatelier – 06 09 93 31 23 - dlechatelier@gmail.com

Chambres Agriculture France : Iris Roze – 06 09 86 02 26 - iris.roze@apca.chambagri.fr